

Après la victoire de Biden, quelles perspectives politiques aux États-Unis ?

Alec Desbordes

Le nouveau président, réputé pour être un démocrate modéré tout au long de sa carrière, annonce une politique de relance économique d'apparence keynésienne, largement soutenue par la « planche à billets » de la banque centrale (Fed), et de progrès social largement inattendue (1900 milliards de dollars). Les actes suivront-ils les intentions ?

Les États-Unis sortent de quatre années dévastatrices de présidence Trump. Le nouveau président Biden doit maintenant se confronter à la crise sanitaire, mais aussi aux grands défis de la crise économique et de la crise environnementale, tout en jonglant avec l'héritage politique délicat de son prédécesseur. Nous pouvons faire un premier constat de cette nouvelle administration et de la manière dont elle façonne sa politique économique et sociale. Cette vision d'ensemble doit aussi prendre en compte la situation sociale, et l'état du mouvement syndical et de la gauche politique.

Quatre années de présidence de Donald Trump ont laissé leurs marques sur le pays ; les conséquences politiques et sociales ne disparaîtront pas d'elles-mêmes avec la nouvelle administration. Trump a mené une politique de répression féroce des migrants qui a laissé des dégâts dans de nombreuses communautés, il a démantelé de nombreuses protections environnementales, retardant ainsi une action forte contre le changement climatique, et il a orchestré une hausse des tensions avec le reste du monde à travers des actes agressifs tels l'assassinat du général iranien Qasem Soleimani et le lancement d'une guerre commerciale avec la Chine. Sa présidence de l'excès a offert une nouvelle confiance à l'extrême-droite et aux suprémacistes blancs, à l'origine de nombreux actes terroristes qui ont culminé avec l'invasion violente du Capitole. Malgré cette présidence du repli sur soi et de la xénophobie Trump a convaincu de nombreux électeurs, passant de 63 millions de voix en 2016 à 74 millions de voix en 2020. En observant de plus près la composition de son électorat, on remarquera avec stupeur que sa popularité au sein des populations marginalisées a augmenté ; il est notamment passé de 28 à 32 % de soutien chez

les Latinos, et de 8 % à 12 % de soutien chez les Afro-américains. Cette progression, modeste, est néanmoins très inquiétante. Elle doit mener à un réel questionnement de l'alignement politique des classes populaires, et à un travail de fond de reconquête idéologique et d'alternative politique de la part de la gauche. Elle exige aussi des actes forts du nouveau président.

Vers une politique de relance de la demande et de l'investissement public

Biden hérite d'une situation économique suffisamment préoccupante pour accaparer une grande partie de son attention au cours de la première année de son mandat. Plus de 10 millions d'emplois demeurent détruits sur le marché du travail et, fin janvier 2021, on dénombrait encore plus de 18 millions d'Américains vivant grâce aux allocations-chômage. Cette installation durable du chômage de masse est complétée par un taux très faible de participation au marché du travail. Seulement 61,4 % de la population adulte est soit employé, soit à la recherche d'un travail, d'après les dernières statistiques. Plus d'un tiers de la population se tient donc à l'écart du marché du travail, du jamais vu depuis les années 1980. Pendant ce temps, les inégalités de revenu et de patrimoines n'ont cessé de progresser de façon exponentielle, conduisant à une fragilisation d'une grande partie des « classes moyennes » et une paupérisation accrue des couches populaires.

Simultanément, l'indice boursier phare, le Standard & Poor's 500 a progressé, de façon quasi continue pendant la pandémie, augmentant de 73 % entre le grand creux du 23 mars 2020 (2 237,40) et le sommet du 2 mars 2021 (3 870,29). Cette aberration,

alimentée par de massives opérations de rachats d'actions et des fusions-acquisitions, parie sur la fin de la pandémie et une très forte reprise de la croissance des profits nécessaires pour servir les énormes dividendes et plus-values en capital exigés.

L'Administration Biden se trouve ainsi confrontée, sur le plan intérieur, à une double exigence économique. D'une part, il doit concilier les couches moyennes en cours de déclassement qui ont fourni de gros bataillons d'électeurs à Trump, et qui ont pesé dans leur choix permettant à Biden de reprendre la Maison blanche. D'autre part, il doit impulser une croissance susceptible de réabsorber le chômage imposant et de soutenir la gigantesque accumulation de capital financier qui ne cesse de réclamer toujours plus de profits de la production de richesses réelles. Biden prépare donc une politique de relance de la demande présentée comme keynésienne, soutenue par la Fed et bientôt par des hausses d'impôts. Son administration a rapidement déclaré soutenir une revendication forte du mouvement syndical : augmenter le salaire minimum fédéral à 15 dollars/heure. Celui-ci n'a pas été augmenté depuis 2009 et il est jusqu'à présent figé à un maigre 7,25 dollars/heure. La prudence reste de rigueur sur ce sujet : l'augmentation se ferait sur un certain nombre d'années et les compromis à venir avec les républicains et certains démocrates laissent entrevoir la possibilité que cette échéance tant attendue soit une nouvelle fois indéfiniment repoussée. Son inclusion dans le plan de soutien a déjà été vivement abandonnée sans même la volonté de créer un rapport de force avec les dissidents. On note aussi la promesse importante d'un nouveau chèque aux ménages américains, un engagement en renégociation permanente malgré son rôle dans la victoire démocrate aux sénatoriales de Géorgie. Le « stimulus » chèque a déjà été réduit de 2000 à 1400 dollars, et la limite des revenus éligibles est constamment renégozié à la baisse... À ce jour seulement les Américains gagnant moins de 75 000 dollars par an sont éligibles à 100 %. Cet appui aux consommateurs est notamment possible grâce au soutien monétaire exceptionnel de la banque centrale (Fed).

Le gouvernement continue la politique de soutien économique inaugurée par son prédécesseur. Le troisième plan de sauvetage, de 1900 milliards de dollars (1 560 milliards d'euros), est en grande partie composé d'aides aux ménages et aux États et de soutien aux allocations-chômage. De plus, il prépare un nouveau plan ambitieux d'investissements publics dans les infrastructures pour plusieurs milliards de dollars, à travers la construction et la rénovation des routes, des ponts, des réseaux d'eau et d'électricité, des transports et de la rénovation thermique. Ce plan d'investissement très attendu a le potentiel de créer de nombreux emplois, de redynamiser les économies locales et de préparer la transition écologique et le renforcement d'infrastructures souvent défailtantes. Ces investissements ne pourront cependant pas bénéficier des prêts de la Fed affectés à l'épidémie et posent donc la question du financement. Ils nécessiteront de nouvelles recettes importantes de l'État, ce qui ouvre la perspective soit d'une hausse d'impôts, soit de coupes budgétaires parallèles, une décision qui aura des conséquences politiques et économiques importantes.

Quoi qu'il en soit, on peut s'attendre à un nouveau creusement du déficit et de la dette publique dont le financement a été jusqu'ici assuré grâce aux privilèges du dollar et à l'attraction mondiale des bons du Trésor américain. En effet, selon le quotidien économique *Les Échos* du 3 mars 2021, les États-Unis, « affichent des besoins de financement de 4 000 milliards de dollars en 2021, puis de l'ordre de 1 000 milliards de dollars par an pour les cinq années suivantes ». Une perte de confiance des créanciers étrangers qui acceptent de financer la dette américaine et une surchauffe des institutions américaines risquent donc d'entraîner une crise des bons du trésor et du dollar. La personne garante de ces nombreuses décisions de financement est Janet Yellen, la nouvelle secrétaire au Trésor et ex-présidente de la Federal Reserve. Connue pour sa position exigeante quant au déficit, et vu des limites du marché financier pour alimenter les dépenses publiques, elle appelle déjà le gouvernement à remplir les caisses de l'État. Elle énonce les possibilités citées plus haut de nouveaux impôts, mais aussi de coupures budgétaires sur certaines dépenses de la Sécurité sociale, ce qui peut laisser présager une période d'austérité, malgré les « promesses sociales » du candidat Biden.

Un prolongement de l'isolement économique ?

Le nouveau président a repris pleinement à son compte la maxime « Made in America », traduisant l'option d'une pleine reconquête d'un *leadership* mondial américain désormais fortement discuté, y compris par le recours à un arsenal protectionniste et interventionniste, déjà largement développé depuis Obama, et qu'il pourrait accroître.

Il vient en effet de prendre deux décrets importants en ce sens. Le premier pour favoriser les achats américains pour les commandes fédérales (600 milliards de dollars) avec, notamment, la création d'un bureau du « Made in America » au sein de l'Office de la gestion du budget pour faire respecter « la préférence nationale » par les agences gouvernementales ; le second pour tenter de garantir l'autosuffisance américaine dans une série de « secteurs stratégiques » (composants électriques, batteries pour voitures électriques, produits pharmaceutiques, minerais essentiels).

Sur le plan commercial, l'administration Biden ne s'est pas encore exprimée concernant les tarifs douaniers, y compris sur les échanges avec l'Union européenne, et déclare être en train d'évaluer la politique protectionniste de son prédécesseur. Elle a cependant déjà réinstauré les tarifs sur l'aluminium venant des Émirats arabes unis, le cinquième producteur mondial, ce qui peut laisser penser que le protectionnisme ciblé reste à l'ordre du jour. Le gouvernement chinois demande, et attend d'ailleurs toujours, un assouplissement des échanges commerciaux et humains entre les deux pays. Il existe donc aux États-Unis une vraie ambition de relance et d'investissement pour sortir de la crise économique, mais les batailles budgétaires restent d'actualité et la politique commerciale mise en place sous Trump semble perdurer, avec une cible particulière : la Chine.

Un président progressiste sur les questions de société

Biden s'est rapidement affirmé comme un président progressiste socialement, prêt à tenir ses promesses de campagne et même à faire plus, créant la surprise de la gauche américaine, et se distinguant clairement de Trump. Son administration a pris une position engagée sur la question de l'immigration et s'est symboliquement approprié le projet de régularisation des 11 millions de sans-papiers qui vivent actuellement aux États-Unis. Elle prend aussi des mesures importantes quant à la question environnementale, rejoignant l'accord de Paris immédiatement après son investiture, et s'imposant le but de décarboner la production d'électricité sur 15 ans. Malgré ces gestes symboliques forts, les États-Unis restent l'un des plus gros émetteurs de gaz à effet de serre au monde, et un vrai projet d'investissement et de transition énergétique globale et cohérent reste nécessaire pour que cela change de manière permanente. Sur la question de la santé, Biden n'est pas près de changer sa position vis-à-vis du système prédateur et privatisé qui existe aux États-Unis. Il compte préserver le système d'Obama, qui offre des aides spécifiques aux pauvres et aux personnes âgées, tout en garantissant la propriété privée des assurances, des soins et des hôpitaux. Cela malgré la popularité croissante et universelle du « Medicare for All », le projet d'instauration d'un système de santé universel et public porté en étendard par la gauche américaine et notamment par Bernie Sanders pendant la campagne présidentielle.

Concernant la politique extérieure, la rupture avec le passé se fait attendre. Le gouvernement a d'ores et déjà décidé d'appuyer des sanctions plus sévères envers le Venezuela tout en soutenant Guaido comme « président légitime », et il maintient son soutien au déplacement de la capitale d'Israël à Jérusalem. Biden s'est cependant illustré en condamnant fermement la guerre au Yémen et en mettant fin au soutien militaire à l'Arabie Saoudite, tout en retirant les milices Houthi de sa liste d'organisation terroriste.

Le nouveau gouvernement s'illustre par une politique sociale progressiste, notamment marquée par des déclarations et des symboles forts; il doit maintenant s'investir dans de longues batailles politiques pour mener ces projets à bien, une perspective douteuse vu la rapidité à laquelle l'administration a abandonné le projet de hausse du salaire minimum dans le plan de soutien. Quant à la politique extérieure dans sa globalité elle ne risque pas fondamentalement de rompre avec la politique interventionniste de ses nombreux prédécesseurs, y compris Obama.

Le mouvement syndical en quête de renaissance

Pour correctement prendre le pouls des rapports de force entre les intérêts des travailleurs et ceux du capital, il faut maintenant se tourner vers l'état du mouvement syndical qui est capable de s'assurer de la mise en œuvre effective de la politique sociale du gouvernement. Le système légal qui encadre le syndicalisme aux États-Unis est unique: le taux de syndicalisation correspond au taux de travailleurs couverts par une convention collective. Ce taux de



Concernant la politique extérieure, la rupture avec le passé se fait attendre. Le gouvernement a d'ores et déjà décidé d'appuyer des sanctions plus sévères envers le Venezuela tout en soutenant Guaido comme « président légitime », et il maintient son soutien au déplacement de la capitale d'Israël à Jérusalem.



syndicalisation est malheureusement très faible à 10,8 %, en chute libre depuis son apogée de 35 % au cours des années 1950. C'est donc presque 90 % de la main-d'œuvre du pays qui n'est ni syndiquée, ni couverte par une convention collective quelconque, et qui subit des conditions de travail arbitraires et souvent dégradées au vu de la faiblesse du droit du travail.

Cette longue période de dégradation du mouvement syndical est cependant parsemée de moments de luttes intenses. Le dernier de ces épisodes a eu lieu en 2018-2019. Cette période a vu naître des mouvements de grèves reconductibles importants tant en termes de nombre de travailleurs en débrayage qu'en inventivité des formes de luttes. En 2018, un total de 485 000 travailleurs a débrayé et en 2019, 425 000 de plus, marquant le taux de grévistes le plus important depuis les années 1980. Derrière ces chiffres, on peut citer les grandes grèves enseignantes qui commencèrent dans l'État républicain de la Virginie de l'Ouest, pour s'étendre à de nombreux autres États conservateurs puis aux grandes villes démocrates de Los Angeles, Denver, ou encore Chicago. Ces mouvements de lutte dans l'éducation ont obtenu des avancées significatives sur les salaires, l'assurance santé, et les ressources allouées aux écoles publiques, et ils représentaient à eux seuls plus des trois quarts des grévistes en 2018. Ce mouvement s'est cependant vu rejoint par de grandes grèves d'entreprises avec des dizaines de milliers de travailleurs en grève dans les grandes surfaces, les télécommunications et l'automobile notamment. Toutes ces grèves étaient de nature offensive et ont permis des améliorations considérables des conditions de travail, ce qui est à noter.

Ce réveil syndical semble s'être cependant essoufflé en 2020 avec une quasi-absence de mouvements de grève ou de contestation syndicale. Ce contraste peut s'expliquer par la crise sanitaire mais aussi par l'essoufflement naturel du mouvement qui, initié dans l'éducation, n'a pas réussi à prendre pied dans

les autres secteurs plombés par le taux de syndicalisation faible, exception faite des bastions syndicaux traditionnels. L'année 2021 est cependant marquée par une campagne de syndicalisation très symbolique dans un entrepôt Amazon de l'Alabama. Si les travailleurs votent pour le syndicat, ils seront les tout premiers employés du géant de la logistique à avoir un syndicat dans le pays. Cela serait d'autant plus marquant que les dernières grandes campagnes syndicales dans le Sud des États-Unis ont été marquées par des défaites retentissantes, notamment dans l'automobile aux usines Nissan dans le Mississippi et chez Volkswagen dans le Tennessee. Cette année sera aussi marquée par la convention de la fédération nationale syndicale, l'AFL-CIO, et par les élections pour sa nouvelle direction, en octobre. La championne progressiste du mouvement syndical, la présidente du syndicat des hôtesses de l'air Sara Nelson, est malheureusement en position de faiblesse à cause des répercussions économiques majeures de la crise sanitaire sur son secteur. Après deux années de lutte sociale victorieuse et de conquêtes, le mouvement syndical avance de nouveau à l'aveugle, tout reste incertain et sa relation avec le reste du mouvement social est un enjeu majeur à sa renaissance.

Mobilisations sociales et sociétales

Le mouvement social non-syndical reste une présence forte aux États-Unis, qui a montré sa capacité à rediriger le débat politique, mais il est épuisé par la rareté de ses relais politiques. Le mouvement de Black Lives Matter a remis à l'ordre du jour les violences policières et la nature raciste des institutions et de nombreuses lois du pays. Le mouvement environnemental a réussi à imposer le projet d'une transition énergétique ambitieuse, le Green New Deal, pour un investissement massif dans les énergies renouvelables, et la formation des travailleurs. Le mouvement des sans-papiers a maintenu sa présence au cours de la présidence de Trump pour protester contre les déportations et les conditions d'incarcération des migrants. Ces différents mouvements sont arrivés à imposer de nouveaux termes au débat politique, que ce soit le désinvestissement de la police, le Green New Deal, ou l'abolition de l'ICE (United States Immigration and Customs Enforcement, agence fédérale créée en 2002 pour traquer les immigrants illégaux) mais leur soutien au sein des institutions reste très minoritaire. Le mouvement social manque encore de relais politiques qui puissent porter ses revendications au congrès, la gauche américaine, en dehors de quelques exceptions, n'ayant jamais trouvé de point d'entrée stable dans les institutions de pouvoir.

Cette présence politique au sein des institutions a toujours été l'un des enjeux majeurs de la gauche aux États-Unis, qu'elle soit communiste, socialiste, ou progressiste. Le dernier représentant de la gauche à obtenir un score significative à l'élection présidentielle était Eugene Debs qui obtenait 6 % des votes en 1912 pour le Parti Socialiste d'Amérique. La candidature récente de Bernie Sanders a cependant réveillé l'espoir de voir une gauche de combat, prête à se battre contre les excès du capitalisme, prendre les rênes du pouvoir. Après deux défaites aux primaires

démocrates, la gauche doit cependant trouver un nouveau chemin pour avancer. Aujourd'hui, cette gauche est tout aussi plus divisée que jamais à travers de nombreux groupes issus des années de scission du mouvement socialiste et communiste. Le Parti communiste des États-Unis d'Amérique (CPUSA) reste très faible numériquement avec moins de 10 000 membres malgré une hausse pendant la présidence Trump. La nouvelle organisation qui s'impose en tant que référent de la gauche est le Democratic Socialists of America (DSA). DSA, une petite organisation de moins de 5 000 membres avant l'élection de Trump en 2016, est devenue un pôle de militantisme de plus de 90 000 adhérents à jour de cotisation, et détient désormais le titre de plus grande organisation socialiste depuis la seconde guerre mondiale. Elle pratique la politique de la « grande tente » et accepte toute tendance politique à la gauche des Démocrates, et est donc devenue un référent de nombreux sociaux-démocrates mais aussi de communistes et d'anarchistes. Cette organisation a démontré une capacité, certes limitée, à envoyer des membres aux congrès, avec quatre représentants au total, dont la fameuse AOC, ainsi que plusieurs dizaines de membres dans les chambres d'États. Tous ont cependant été élus sous le sigle des Démocrates. La question existentielle qui se pose aujourd'hui pour la gauche américaine est de savoir s'il faut continuer à utiliser les primaires du Parti démocrate comme base de lancement pour gagner les élections au risque de se faire avaler, ou si elle doit se présenter indépendamment pour se transformer en vrai parti au sens électoral du terme. Ce débat central anime de vives tensions au sein de toute la gauche et sa résolution aura une importance majeure pour sa capacité à s'imposer dans le champ politique de manière cohérente.

Les forces politiques aux États-Unis sont en perpétuelle recomposition depuis l'élection de Trump en 2016. Même si les structures partisans classiques restent de mise, les rapports de forces en leur sein et entre elles ont considérablement évolué. Le président Biden, réputé pour être un démocrate modéré tout au long de sa carrière, impose pour l'instant une politique de relance keynésienne et de progrès social qui n'était pas attendue. Il ne faut cependant pas exagérer la teneur de sa politique, les intentions ne se transformant que difficilement en actions. C'est le mouvement syndical, social et la gauche américaine qui ont le potentiel de faire pencher une présidence qui se veut flexible vers un projet de rupture avec le néo-libéralisme. Aujourd'hui les États-Unis restent un pays impérialiste, des dizaines de millions de ses citoyens n'ont pas accès aux soins au milieu d'une épidémie mondiale, on y emprisonne plus de personnes que dans n'importe quel autre pays du monde, et il reste un des pollueurs les plus importants de la planète. C'est cependant un moment historique de recomposition des lignes politiques qui se présente, où les forces de gauche et le mouvement syndical ont le potentiel de faire virer la politique vers des victoires réelles et tangibles, si elles sont capables de s'unir autour d'un projet et d'une stratégie de conquête. ■